



## Spécial Présidentielles 2007 : Nous appelons à voter Marie-George Buffet



**Au fur et à mesure de l'avancée de l'échéance présidentielle, chacun s'interroge et discute, dans son entourage, dans sa famille, sur son lieu de travail : « Pour qui voter ? »**

L'équation à résoudre n'est pas simple. Beaucoup de travailleurs veulent sanctionner la droite qui gouverne avec arrogance et mépris depuis 5 ans : privatisations, casse de la retraite, du code du travail, lois liberticides... ça suffit ! Mais dans le même temps, la candidate de la « gauche » officielle ne convainc pas, en partie parce que le souvenir du bilan désastreux du gouvernement Jospin en 1997-2002 est encore là, en partie également parce que le programme de la Madone de « l'ordre juste » inquiète.

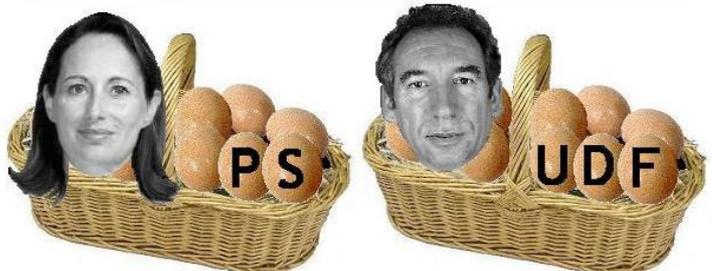
Cette aspiration à une autre voie à gauche, une gauche de rupture, une gauche de combat, c'est ce qui faisait tout le sens et l'intérêt du processus unitaire en cours avec les « collectifs anti-libéraux », né en 2005 pendant et à la suite du combat de classe contre le traité constitutionnel européen libéral, un traité soutenu alors par la droite (UMP et UDF) et le PS. Si ce processus de constitution d'un front anti-libéral n'est pas mort, en tout cas il n'a pu se concrétiser dans cette campagne électorale présidentielle autour d'un nom unique : il y a aujourd'hui pas moins de 5 candidats à gauche du PS.

Il y a notamment Bové – en qui nous, Coordination Communiste, avons vu à l'automne la personnalité capable justement d'être le trait d'union entre toutes les forces diverses de cette alliance anti-libérale, une alliance qui pouvait battre au premier tour le PS social-libéral. Mais le Bové candidat d'aujourd'hui n'est plus que le candidat d'un segment du front anti-libéral, un segment instrumentalisé dans un combat ridicule, non pas contre le capitalisme, la droite et la fausse gauche social-libérale mais avant tout - objectivement (et subjectivement pour pas mal de ses soutiens, y compris la bande des refondateurs

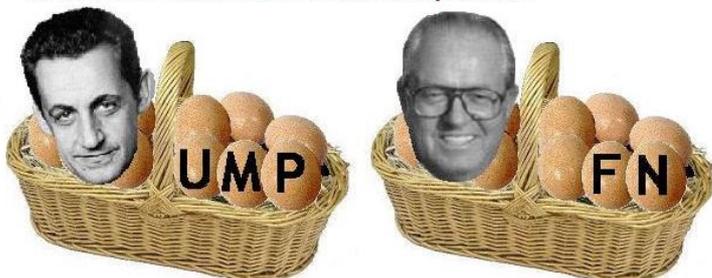
à la Braouezec) - contre le PCF ! Et si nous avons certes des divergences stratégiques avec le PCF, nous ne mangeons pas de ce pain-là !

L'unité du front anti-libéral a ainsi échoué sur la question de la place à accorder au PCF dans le front anti-libéral. Certes, le PCF aurait pu être unitaire pour deux, mais le pouvait-il pour trois, quatre ou cinq ? Car les trotskistes de leur côté, malgré quelques simagrées de la LCR, n'avaient que faire de la dynamique anti-libérale. A nouveau, comme à chaque élection, chaque groupe trotskiste a son candidat : aujourd'hui Schivardi, Laguiller et Besancenot. Dans l'objectif de se compter (entre eux), et de dépasser l'adversaire historique communiste. Quoi d'étonnant au final que le PCF soit présent avec la candidature de Marie-George Buffet !

### POISONS D'AVRIL 2007



**Pour perpétuer leur dictature, brouiller les esprits et faire gober leurs mensonges, la bourgeoisie et le patronat ne mettent jamais tous leurs œufs dans le même panier !**



**Attention! Danger!**

## Entendre l'urgence sociale

S'il n'y a donc pas de candidat unique et unitaire – et la candidature Bové ne peut pas se prétendre aujourd'hui plus « unitaire » qu'une autre simplement parce qu'elle se situerait « au-delà des partis » - **il n'est pas possible cependant de sombrer dans l'abstention.**

Il y a en effet une urgence sociale qu'il faut entendre et qui a besoin de s'exprimer dans les élections, et qui peut s'exprimer dans le vote Marie-George Buffet, qui **traduit les aspirations ouvrières et populaires immédiates.**

La situation économique que vivent des millions de gens, c'est l'extension d'une précarisation toujours plus dévastatrice pour les travailleurs et leurs familles (réécriture c'est-à-dire casse du code du travail, baisse du pouvoir d'achat, hausse flamboyante des profits patronaux - + 100 milliards de profits pour les entreprises du CAC40 quand le passage immédiat du SMIC à 1500 euros ne coûterait que 10 milliards) ; c'est la litanie des crimes sociaux du capitalisme ordinaire (multiplication inquiétante du rythme des délocalisations voulues par les actionnaires et les spéculateurs, Airbus, les suicides chez Renault Guyancourt, l'impossibilité d'avoir un toit, les expulsions qui reprennent... ). Le monde et la France d'aujourd'hui, c'est la montée aussi du climat répressif (interdictions, police partout, bavures...), du péril raciste, qui se banalise (propos de George Frêche et de Pascal Sevran sur les noirs, de Raymond Barre sur les juifs), voire du retour des mentalités colonialistes (Ministère de l'Identité Nationale cher à Sarkozy). Ce sont les préparatifs de guerre contre l'Iran alors que l'impérialisme US s'enlise dans les borborygmes irakiens et afghans, c'est l'impérialisme européen qui fête ses 50 ans en renouant avec les pires poncifs de l'anticommunisme (le dictateur Antonescu réhabilité par la justice en Roumanie, la Pologne qui réécrit l'Histoire en considérant que les combattants brigadistes polonais en Espagne Républicaine étaient des « traîtres »).

Mais le monde d'aujourd'hui, c'est aussi le réveil des peuples et nations pour recouvrer leurs richesses, l'élan et le modèle latino-américain qui fait tache d'huile, de La Havane à Caracas, de La Paz à Quito.... Et en France, c'est la lutte du printemps 2003 contre la réforme des retraites, la révolte de la jeunesse des quartiers populaires en novembre 2005, la lutte victorieuse contre le CPE au printemps 2006...

### Les élections présidentielles : une étape

Si rien ne se construit durablement sans luttes, sans mobilisations, les élections – surtout dans nos régimes de vieille démocratie bourgeoise où ces traditions sont profondément enracinées – sont une **étape de la lutte de classe.**

Le système de l'alternance « gauche »/droite, PS/UMP est à bout de souffle. C'est le ressort principal de

## UNIS DANS LA DIVERSITÉ...



l'émergence du candidat de l'UDF Bayrou, qui se positionne comme le candidat anti Segol-Sarko, en proposant le modèle allemand de la grande coalition : à tous les travailleurs dégoûtés de la droite et de la « gauche », il propose d'avoir « ni l'un ni l'autre » ou plutôt « les deux à la fois ». Il recycle des partisans de la droite inquiets par les dérives sécuritaires fascisantes du candidat Sarkozy et même des gaullistes hostiles à son atlantisme bushien. Il recycle également des sociaux-démocrates inquiets par les relents poujadistes (« jurys populaires », « profs fainéants »...) de la candidate Royal et même des militants de la « gauche anti-libérale » qui jugent Bayrou mieux placé pour battre Sarkozy et veulent donner une leçon au PS social-libéral. Il capte ainsi, lui qui est pourtant un farouche européiste, certains déçus du camp du Non populaire qui n'a pas su faire son unité.

Les travailleurs ne peuvent rentrer dans toutes ces combinaisons entre les 3 tenants du système capitaliste (qui ne font d'ailleurs que le jeu du 4<sup>ème</sup>, l'ultra-libéral Le Pen qui attend en embuscade). L'étape actuelle du combat est de **faire entendre la voix des revendications populaires anti-libérales.** C'est cela le vote utile pour les travailleurs et leurs familles. C'est le sens que nous donnons au vote pour Marie-George Buffet. →

## AU SOMMAIRE...

- P1 - Editorial
- P3 - Construire le front antilibéral : étape nécessaire pour construire un front anticapitaliste !
- P4 - Union Européenne : MG Buffet poursuit le combat au référendum européen gagné du 29 mai 2005
- P4 - Merville : Quand la lutte crée un collectif antilibéral
- P6 - Des anniversaires à célébrer...
- P7 - Voter utile, c'est voter Marie George Buffet !
- P7 - Emploi et retraite
- P8 - Salaires et pouvoir d'achat
- P9 - Logement
- P10 - Les 10 commandements du PS
- P10 - Immigration
- P11 - Sommet France-Afrique à Cannes
- P12 - 13 janvier : Franc succès pour une rencontre internationaliste sans précédent !
- P13 - Bonjour de Caracas ! Danielle Bleitrach
- P13 - Ignacio Ramonet : « Pourquoi les médias français boycottent mon livre sur Castro »
- P15 - Deux familles d'aristo, un tronc commun !

## **Le sens de notre soutien à Marie-George Buffet**

Plus particulièrement, nous ne pouvons négliger que le capital, dans ces élections, cherche encore à affaiblir le PCF. Historiquement la bourgeoisie a d'abord cherché à affaiblir idéologiquement son adversaire (ce fut pour l'essentiel gagné avec le révisionnisme qui a détruit les fondements marxistes-léninistes du PCF), puis à l'affaiblir sur le plan organisationnel et sur le plan électoral (réalisé surtout avec Robert Hue), avant de travailler à sa substitution définitive par une autre force « alter » (trotskiste ou écolo-trotskiste, ou « altermondialiste »), car tant que le PCF existe encore en tant que tel – tout parti révisionniste et réformiste qu'il est devenu – il continue à représenter un obstacle pour le capital : **la tradition et la culture ouvrière et communiste qui le marquent et qui peuvent continuer à inspirer les jeunes générations, ses liens – affaiblis mais toujours existants - avec le monde du travail, sont objectivement un facteur de résistance contre le capitalisme.**

Nous ne négligeons pas cela dans notre choix : en 2002, la dynamique du mouvement ouvrier et populaire poussait à sanctionner par l'abstention les partis de la gauche plurielle, y compris le PCF de Robert Hue et

nous étions dans cette dynamique (nous avons appelé alors à l'abstention). En 2007, la dynamique anti-libérale, nourrie des mobilisations sociales de ces dernières années, pousse à la sanction contre la droite, tout en se tenant à l'écart des sociaux-libéraux du PS (« socialistes » en paroles mais « libéraux » dans les faits) et en s'appuyant sur les forces anti-libérales, dont le PCF fait incontestablement partie, et en est même la force militante principale. S'il n'y a pas de front anti-libéral crédible constitué uniquement **autour** du PCF, il n'y a pas de front anti-libéral organisé **sans** le PCF. Le Front anti-libéral doit réunir au sommet et surtout à la base tout le camp militant du NON à la constitution européenne. Nous appelons tout le monde à reconnaître ce simple constat objectif et à balayer - notamment parmi le mouvement de la reconstruction communiste - toutes les aigreurs issues du passé, pour se placer devant les enjeux du moment. Construire l'aile anticapitaliste du front anti-libéral implique la participation à ce front, implique ce qui implique la lutte pour préserver et développer l'unité de toutes les sensibilités anti-libérales à la base dans les collectifs anti-libéraux, et d'autre part le soutien, sur le plan électoral, à la principale organisation de ce front, à savoir le PCF.

## **Construire le front antilibéral : Etape nécessaire Pour aller vers un front anticapitaliste !**

L'expérience réussie d'une campagne victorieuse de toutes les forces du camp du NON le 29 mai 2005 n'a pu être prolongée par le choix d'une candidature unique et unitaire anti-libérale à la présidentielle. Et pourtant cela semblait bien parti : un cadre unitaire national regroupant une dizaine de forces politiques, plus de 800 collectifs anti-libéraux, une charte et une plate-forme de 125 propositions anti-libérales. Il ne restait plus qu'à choisir un nom devant être porté sur le bulletin de vote de la présidentielle. Et c'est là que tout va se gâter puisqu'au final la multiplication des candidats anti-libéraux issus du camp du NON va briser l'espoir d'une candidature unique et unitaire pour battre au premier tour la candidate social-libérale ouiiste du PS.

La déception chez les militant(e)s engagé(e)s dans le front unitaire anti-libéral est grande, mais elle est aussi très forte chez les électeurs potentiels qui attendaient que le camp militant du NON victorieux le 29 mai 2005 leur présente une candidature unitaire et unique à la présidentielle 2007. L'expérience d'un transfert de la victoire du camp du NON sur le terrain électoral de la présidentielle, puis des législatives et enfin des municipales, voilà **le défi que le front anti-libéral devait, doit et devra relever** pour en finir avec le piège usé du capital, le bipartisme droite/gauche.

Trois tendances ont miné puis fait exploser le travail de construction politique du front anti-libéral :

- La première est celle des anti-partis, c'est-à-dire les militants issus du mouvement alter-mondialiste, écologistes et trotskistes (minorité de la LCR), lesquels ont fait, sans jamais le dire auparavant, du

rejet du choix majoritaire de la Secrétaire Générale du PCF par les collectifs anti-libéraux un dogme diviseur.

- Lutte Ouvrière et La LCR ont successivement dès le départ rejeté l'effort collectif fait pour unir tout le camp militant du NON. A la base de leur comportement diviseur, il y a le fait que la stratégie unitaire du camp militant du NON remet de fait en cause leur vieille stratégie trotskiste visant à se substituer au PCF, c'est à dire leur stratégie visant à « plumer la volaille communiste ».

- Le PCF sous la houlette de MG BUFFET, principale force organisée du camp du NON, n'a œuvré à l'unité du camp du NON qu'autour du PCF.

**Voilà en substance les facteurs politiques décisifs qui ont conduit à l'échec de l'unité électorale du camp du NON pour le premier tour de la présidentielle.**

**L'expérience désastreuse de l'échec montre qu'il ne peut y avoir d'unité du front anti-libéral SANS le PCF, CONTRE les partis, mais aussi uniquement AUTOUR du PCF ou des partis.**

Chaque composante du front doit ainsi objectivement mesurer sa propre responsabilité dans la division terrible, facteur de déception des électeurs et surtout du mouvement social, des luttes sociales qui ont été, sont et continueront d'être la lame de fond de l'exigence absolue d'union des forces politiques organisées ou non en partis politiques. Construire l'unité du front du camp du NON est la tâche politique qui s'impose pour vaincre le ballet sans fin des alternances sans alternative entre "gauche" et droite. Qui n'aura pas remarqué qu'après le choix médiatique des patrons de l'affrontement Sarkozy/Ségolène qui

n'a pas pris, les voilà maintenant qui programment le bipartisme libéraux de droite Sarkozy/Bayrou, sociaux-libéraux de gauche Ségolène Royal et en embuscade Le Pen l'ultra-libéral fasciste.

L'expérience en cours des Collectifs anti-libéraux de Villeneuve d'Ascq et de Ronchin, lesquels ont préservé leur unité, prouve que l'esprit unitaire « pour deux » et de responsabilité peut permettre, malgré de grandes difficultés, de préserver l'essentiel et ainsi préparer l'avenir pour frayer la voie au front anti-libéral. Ces collectifs déplorent la division et déclarent **qu'il y a deux candidats du front anti-libéral : MG. BUFFET et J. BOVE.** Laissant la liberté du choix de leur candidat préféré aux électeurs anti-libéraux, mais aussi aux forces organisées dans les Collectifs le

choix de leur candidat préféré. **La Coordination Communiste a clairement choisi de mener campagne pour MG BUFFET tout en luttant pour préserver l'unité à la base des Collectifs anti-libéraux.** C'est à cette tâche politique que la Coordination Communiste convie l'ensemble des forces communistes de la reconstruction d'un Parti Communiste révolutionnaire, parti dont le monde du travail et le peuple ont besoin. **Constituons ensemble l'aile anti-capitaliste du front anti-libéral à forger et développer !** C'est la voie pour offrir à terme un débouché politique anti-libéral aux luttes sociales et frayer la voie aux luttes anti-capitalistes pour une transformation révolutionnaire socialiste du capitalisme moribond.

## Union Européenne : Marie-George Buffet poursuit le combat gagné au Référendum européen du 29 mai 2005

Le programme de la candidate est clair (c'est le point 14 parmi les « 16 engagements ») : elle propose « **la fin des traités actuels** et leur remplacement par un nouveau traité à élaborer dans un processus démocratique et populaire et à adopter par référendum dans chaque pays ».

Il s'agit donc d'aller au-delà du combat gagné contre le projet de constitution et de mettre en cause les actuels traités, et notamment le Traité de Maastricht, tristement célèbre. Mais aussi le Traité de Schengen, fondateur de « l'Europe forteresse », justement dénoncée par le PCF.

Certes, nous avons une divergence avec le PCF sur la méthode, puisque leur proposition présuppose un accord des autres peuples européens, alors que nous pensons qu'étant donné le développement inégal de la lutte politique dans chaque pays il est parfois nécessaire de « montrer l'exemple » : de notre point de vue, la « fin des Traités » (et donc l'implication de la France dans ces traités liberticides) ne peut être suspendu à leur remplacement par un nouveau traité co-élaboré par les peuples d'Europe. Par ailleurs, nous, communistes révolutionnaires, privilégions l'unité de lutte des travailleurs à l'échelle internationale (et pas seulement "européenne"), nous privilégions la solidarité entre peuples et

pays anti-impérialistes, socialistes.

Mais nous devons retenir surtout ici cette volonté réaffirmée de lutter contre tous ces traités de malheur qui n'ont servi qu'à renforcer le patronat et affaiblir les travailleurs. C'est un prolongement au combat du printemps 2005, un prolongement de la victoire du 29 mai.



## Merville : Quand la lutte crée un collectif anti-libéral

Depuis mars 2006, la Communauté de Communes Flandres-Lys (7 communes sur 2 départements : Merville, Haverskerque, Estaires, La Gorgue, Fleurbaix, Lestrem et Laventie) est le théâtre d'une lutte acharnée concernant la collecte et le traitement des ordures ménagères. D'où vient cette lutte ? Quelles en sont les modalités ? Que révèle-t-elle ?

En 2004, la Communauté de Communes Flandres-Lys (CCFL) a décidé, pour la collecte et le traitement des ordures ménagères, de passer du système de la taxe à celui de la redevance en faisant reposer sur les citoyens,

c'est à dire les salariés et les sans-emploi, l'intégralité du coût. La taxe, fondée sur la valeur locative des propriétés, avait comme avantage, de permettre aux municipalités de prendre en charge une partie du coût ou de prononcer des exonérations en fonction des revenus. La redevance, dite « incitative », quant à elle, individualise le coût de la collecte et du traitement des ordures ménagères, en transformant les citoyens en clients responsables de leurs déchets. L'argument « choc » de la CCFL étant que la baisse du tonnage ferait automatiquement baisser la redevance.

Cela s'est traduit dès 2006, pour les habitants de Merville par exemple, par l'instauration d'une véritable *poll-tax* à l'anglaise de 75€ par personne, soit pour une famille de 5 personnes une redevance annuelle de 375€. Rappelons que le SMIC est de 984€ mensuels. La suite des évènements a donné raison à toutes celles et ceux qui ont décidé de ne pas se laisser plumer. Début 2007, tout en annonçant un tonnage en baisse de 4000 tonnes (où sont-elles passées ?), la CCFL a annoncé une augmentation de la redevance de 8% pour les communes équipées de bacs et de 9% pour Merville dont la municipalité a refusé les bacs. En parallèle, des communes ont imposé un paiement de 5€ pour le passage des encombrants – service jusqu'alors rendu gratuitement aux citoyens.

Face à cette injustice, le PCF à Estaires et la CGT à Merville ont réagi rapidement, dès mars 2006. Et, plutôt que de lutter chacun dans son coin, ces deux organisations ont décidé de créer l'Association de Défense des Usagers de la CCFL (ADUC) afin de coordonner la lutte. Par des actions collectives en mairie, au siège de la CCFL, des tracts, une lettre trimestrielle et l'organisation de débats publics, elle a très vite fédéré de nombreux salariés et sans-emploi autour d'une revendication clairement exprimée et démontrée : **la gratuité pour les usagers de la collecte et du traitement des ordures ménagères dans le cadre d'un service public en régie.**

Parallèlement, aidées par l'association qui tient une permanence à Merville tous les mercredis (jour de marché) de 9 heures à 12 heures, plus de 325 familles, contestant la nouvelle redevance, ont établi un recours auprès du tribunal d'Hazebrouck.

Très vite l'association a fonctionné à plein régime et chaque grande étape est dorénavant précédée d'une assemblée générale au cours de laquelle sont prises, à la majorité, les décisions importantes.

Cette lutte, à laquelle participent des militants de la Coordination Communiste, est révélatrice à maints égards, dans son quotidien comme dans sa forme. L'adhésion à la revendication immédiate de retour au système de la taxe et plus lointaine de service public gratuit démontre l'attachement des milieux populaires à la notion de service public, non pas en tant que modèle d'« assistantat » mais en tant que refus d'engraisser une entreprise privée qui réalise ses profits sur le dos des citoyens avec la complicité des politiques. Le traitement des ordures ménagères génère des bénéfices et l'idée que ces bénéfices doivent être socialisés fait son chemin dans les esprits.

Elle révèle également que la démocratie participative ouvrière fonctionne. Les gens prennent des responsabilités. Le bureau de l'association s'étoffe et l'idée de comités de quartier commence à germer parmi les adhérents de l'ADUC. Cela démontre à la fois une prise de conscience et la réalité de la lutte des classes que d'aucuns cherchent à nier en s'appuyant sur l'idée trompeuse et fumeuse « d'intérêt général ».

Dans une ville qui a clairement voté NON au referendum du 29 mai 2005 (60%), la lutte pour un service public gratuit de collecte et de traitement des ordures ménagères révèle un refus net et croissant du libéralisme.

En ce sens, luttant contre une mesure libérale intercommunale, l'Association de Défense des Usagers



**Manif anti-Le Pen. 24 février 2007**

La Coordination Communiste a participé activement à la semaine "anti-Le Pen", décidée par une trentaine d'associations, organisations politiques et syndicales du Nord Pas-de-Calais, pour dénoncer la tenue, au Palais des Congrès de Lille, de la convention présidentielle du parti d'extrême droite. Le 24 février, tous ensemble, nous avons manifesté pour dire NON au F-Haine et rejeter son idéologie fasciste.



**Il est encore fécond le ventre  
d'où a surgi la bête immonde!**

**Bertolt Brecht**

de la CCFL est un collectif antilibéral, de composition majoritairement ouvrière et populaire, alliant théorie et pratique.

## DES ANNIVERSAIRES A CELEBRER :

**8 Mars, Journée Internationale de lutte des femmes !**

**18 Mars 1871, la Commune de Paris, première révolution ouvrière !**

**18 Mars 1996, 11 ans de lutte des Sans Papiers pour la Régularisation !**

L'avalanche des catastrophes sociales du capitalisme libéré de l'existence du socialisme réel est quotidienne : les délocalisations ne cessent de se multiplier, 10 000 licenciements à Airbus, 12 500 postes supprimés à Alcatel Lucent, la France comptait en 2004 entre 3,6 et 6,9 millions de pauvres, dont 18% des enfants. En 1999, on dénombrait 1,98 million de familles monoparentales contre 1,6 million en 1990, soit une évolution de plus de 23 %. Plus des quatre cinquièmes (86 %) des chefs de ces familles monoparentales étaient des femmes, près de 60 % de celles ayant un enfant de moins de trois ans sont soit au chômage soit inactives. Les écarts de salaire hommes – femmes peuvent atteindre 30%. En 2005, 100 000 décisions de justice d'expulsions de logements ont été prononcées, 10 163 ont été exécutées avec l'aide de la police, chiffre en augmentation de 33% en un an, la chasse aux sans papiers -en particulier à l'enfant sans papiers- est banalisée, etc.

Face à l'agressivité patronale et gouvernementale, les luttes et les résistances sociales se développent le plus souvent malheureusement dans la dispersion et l'isolement.

Des exemples de combats sociaux à dimension politique, comme en novembre/décembre 1995,

comme la lutte continue des sans papiers depuis 1996, comme celle des chômeurs entre décembre 1997 et toute l'année 1998, la victoire des « recalculés », la grève reconductible des fonctionnaires, notamment les enseignants en 2003 contre l'allongement des années de travail pour la retraite, celle victorieuse des jeunes contre le CPE, la révolte des quartiers populaires en novembre 2005, les grèves des marins et tramainots de Marseille et de Corse, etc., **toutes ces luttes sociales ont besoin d'un débouché politique** dans un large front politique du camp militant anti-libéral victorieux le 29 mai au référendum sur la constitution européenne. C'est à la construction de ce front anti-libéral que l'ensemble du camp militant du NON doit s'atteler sans sectarisme et dans l'opposition radicale au camp libéral (UMP/UDF), social-libéral (PS), tous ouiistes, et ultra-libéral (le FN fasciste).

Dans ce combat pour frayer la voie à l'alternative anti-libérale, **l'aile communiste doit porter et faire partager les traditions commémoratives, les traditions de célébration militante du 8 mars, du 18 mars 1871 et de la Révolution Socialiste d'octobre 1917.**

**ABONNEZ VOUS !  
ABONNEZ VOS AMIS !**

**hantiers**

Journal de la Coordination Communiste 59-62

Abonnement 10 euros - 6 numéros

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste

BP 51, 59007 Lille CEDEX

[coordcommuniste@numericable.fr](mailto:coordcommuniste@numericable.fr)

Pour vous tenir au courant  
de nos initiatives, de nos déclarations,  
visitez notre site internet :

<http://coordin.communiste.free.fr>



*Développement durable de la misère  
en 11 lettres...*

**capitalisme**

# 22 AVRIL: LE VRAI VOTE UTILE

**POUR** prolonger la victoire du NON au referendum sur l'Europe  
**POUR** soutenir les revendications ouvrières et populaires  
**POUR** reconquérir nos droits sociaux et démocratiques

**CONTRE** l'extrême droite, la droite, le « centre » et la fausse gauche  
**CONTRE** l'ultralibéralisme, le libéralisme et le social-libéralisme  
**CONTRE** le capitalisme dévastateur et inhumain



## C'EST VOTER MARIE-GEORGE BUFFET !

Au-delà des désaccords stratégiques que notre organisation a pu avoir et a toujours avec le PCF, nous appuyons sans hésiter la candidature de Marie-George Buffet pour les élections présidentielles et appelons les travailleurs à se défendre avec ce vote en pesant dans ces élections.

Nous donnons ici quelques exemples qui illustrent les raisons de notre soutien. Sur l'emploi, les salaires, le logement, la candidate du PCF est la **porte-parole des revendications immédiates des travailleurs et de leurs familles**. Sur l'immigration, elle fait des propositions qui aident à construire l'unité de classe des travailleurs. Sur l'Europe, elle propose la fin des traités actuels, notamment le Traité de Maastricht. Toutes ces revendications méritent d'être entendues et portées dans la campagne. Parce qu'elles font la différence avec les candidats du système : Le Pen, Sarkozy, Bayrou, Royal.

Certes, nous pouvons pointer ce qui, de notre point de vue, sont des insuffisances dans les propositions de campagne. Cela est naturel, nous sommes deux organisations indépendantes, qui n'avons pas le même programme stratégique. Mais l'heure est à l'unité sur l'essentiel. Et l'essentiel, pour les travailleurs, est d'avoir **une voix qui porte leurs principales revendications, une voix populaire qui se situe dans le prolongement du combat commun gagné le 29 mai 2005, une voix de gauche authentiquement anti-libérale. C'est cela le vote utile.**

### **Emploi et retraite, préoccupation n°1 des travailleurs : au cœur du programme de Marie-George Buffet**

En matière d'emploi et de retraite, le programme de Marie-George Buffet s'inscrit bien dans une logique sociale progressiste. Il s'attaque aux profits et entend « faire payer les revenus financiers ». Il propose de multiplier par deux l'ISF pour les personnes qui déclarent de 750 000 à 1 200 000 € de revenus et de le tripler au-dessus de cette somme.

Marie-George Buffet affirme que le CDI et les statuts protecteurs doivent être la règle, ce qui est essentiel à l'heure où le MEDEF et la droite réécrivent le code du travail. Le PCF reprend une revendication du puissant mouvement social de la jeunesse du printemps 2006 en exigeant l'abrogation de la loi dite « d'égalité des chances » et il revendique des « *CDI pour toutes et tous avec une période de formation si nécessaire et transformation des CDD et intérim en emplois stables* ».

En matière d'emploi, la candidate s'alarme de la baisse inquiétante de l'emploi industriel dans notre pays et elle fait référence à une proposition de loi récente du PCF (non soutenue par les députés socialistes sous prétexte des « engagements communautaires de la France »), qui vise à combattre les délocalisations, notamment en :

- Mettant en place des « *taxations communes dissuasives* », en fonction des différentiels sociaux, sur les importations de produits délocalisés dans les pays à faible coût salarial ;
  - Exigeant de faire rembourser par l'employeur toutes les aides publiques dont il a pu bénéficier.
- Elle souhaite donner de nouveaux droits aux salariés : les élus de personnel disposeront d'un « droit de veto suspensif » sur les décisions de licenciement collectif et de délocalisation.
- Concernant les licenciements, la mesure phare est « l'interdiction des licenciements pour les entreprises qui réalisent des profits ».
- Il s'agit de mesures défensives immédiates positives, réclamées par les travailleurs. De notre point de vue, la notion « d'interdiction des délocalisations », présente sur les affiches de campagne, mériterait toutefois d'être précisée, en allant plus loin en mettant en avant une revendication simple : la sauvegarde de l'outil industriel par la prise de contrôle par l'Etat (c'est-à-dire la



nationalisation) en cas de fermeture d'entreprise et/ou délocalisation.

Pour ce qui concerne les retraites, Marie-George Buffet rappelle sa préférence pour le système par répartition et la solidarité intergénérationnelle. Aucune retraite en dessous du SMIC, qu'elle propose de porter à 1500 euros brut dès le 1<sup>er</sup> juin (puis d'aller rapidement vers les 1500 € nets). Un droit à la retraite à taux plein dès 60 ans basé sur 37,5 annuités et les dix meilleures années. Le maintien des régimes spéciaux présentés comme une référence pour tous les autres salariés. L'abrogation de la loi Fillon sur les retraites.

Elle souhaite aussi l'augmentation des taux de cotisations sociales des entreprises, l'arrêt des exonérations patronales de charges sociales (23 milliards en 2006 !). Elle revendique que les revenus financiers contribuent aux régimes de retraites au même taux que les salariés. De plus, elle propose de sécuriser les fonds de l'épargne retraite par leur conversion en obligations d'état plutôt qu'en actions boursières.

## SMIC à 1500 Euros : Buffet contre Royal, anti-libéralisme contre social-libéralisme

L'expérience de la victoire du NON à la Constitution Européenne en 2005 montre qu'une majorité d'électeurs ne signe plus de chèque en blanc. Ils ont appris à lire entre les lignes des programmes, démasquer les omissions volontaires et les « nuances » lourdes de conséquences (on se souvient par exemple du « *droit de rechercher un emploi* » dans le projet de Constitution Européenne, remplaçant le « *droit au travail* », des « *SIEG, services d'intérêts économiques généraux* » ou « *missions de services publics* », remplaçant les « *services publics* », etc.).

En matière de pouvoir d'achat, sujet particulièrement important pour une majorité de salariés, lourdement touchés par les politiques d'austérité, l'augmentation des prix et la baisse des salaires par chantage à la délocalisation, plusieurs programmes de candidats annoncent un « SMIC à 1500 Euros ».

Ségolène Royal, soucieuse de « satisfaire » les exigences de ces milieux populaires qui se souviennent du projet de chaos social qu'elle soutenait corps et âme en 2005, annonce un audacieux « SMIC à 1500 Euros brut avant la fin de la législature ».

Le SMIC actuel – 1254,28 Euros mensuels – devrait donc être porté de 8,27 € de l'heure à 9,88 € de l'heure en 2011, date de fin de la prochaine législature. Sachant que de 2001 à 2006, ce SMIC est passé de 6,67 à 8,27€

Toutes ces propositions justes s'inscrivent plus dans une logique antilibérale que dans une logique anticapitaliste, en ce sens qu'elles peuvent être satisfaites sans changer de système.

Mais à l'heure actuelle où le capital n'accepte aucun recul, ces axes de lutte nécessitent un combat social d'ampleur ! De notre point de vue, appeler de ses vœux, comme le fait le PCF, une « VIème république », un pouvoir législatif qui imposerait par la loi ces changements, ne peut être suffisant. Il suffit d'observer ce qui se passe au Venezuela, pour se rendre compte que sans les luttes sociales et le soutien populaire rien n'est possible, même pour un gouvernement réellement de gauche, anti-libéral.

L'histoire contemporaine de la France nous montre que les périodes de progrès social ont toujours été précédées de luttes ouvrières victorieuses. L'absence d'appel aux luttes pour porter cette politique est le point faible du programme électoral de Marie-George Buffet.

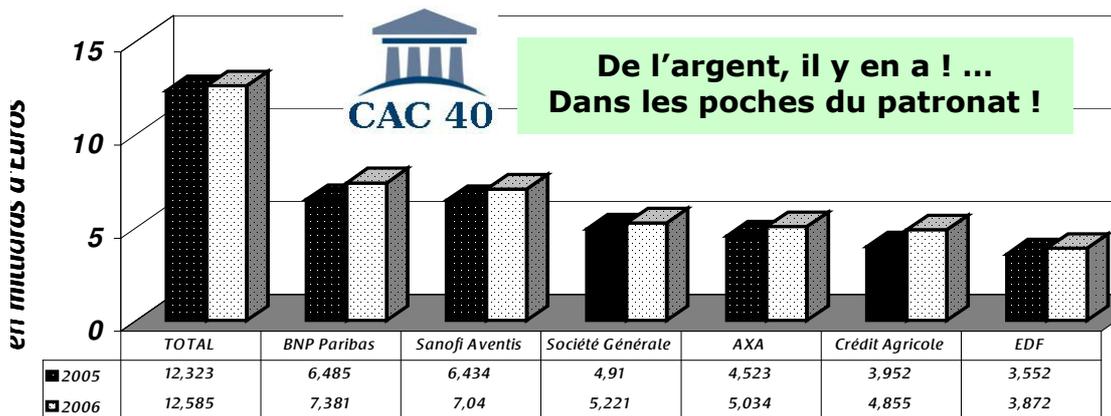


de l'heure, l'augmentation souhaitée par Madame Royal ne dépasse que d'un

**centime d'Euro** celle qui suivrait une simple reconduction de la politique actuelle (augmentation de 1,61 € dans les cinq prochaines années, après les 1,60 € d'augmentation au cours du mandat du champion de la « fracture sociale » !). Voilà donc une « promesse de campagne » qui, pour une fois et sans aucune difficulté, ne peut qu'être tenue, si toutefois la candidate du « OUI de gauche » était élue... Prudente, elle prévoit quand même, pour rassurer le MEDEF au sujet de ce centime révolutionnaire en 2011, « *une conférence nationale sur les salaires et les revenus avec les partenaires sociaux dès 2007* »...

Marie-George Buffet quant à elle, se prononce pour un « **SMIC brut à 1500 Euros dès l'été 2007** ». Cet engagement s'inscrit dans une dynamique de hausse des salaires qui portera « *rapidement le SMIC à 1500 Euros nets* » et intégrera « *les primes et indemnités dans les salaires* ». La hausse du SMIC s'accompagnera d'une « *augmentation des minima sociaux de 300 Euros* », de leur indexation à terme sur le SMIC, et d'une revalorisation des retraites qui ne tomberont plus sous le SMIC. Marie-George Buffet annonce ici une politique

offensive d'augmentation du salaire direct (augmentation forte et immédiate du SMIC pour 2,5 millions de salariés, mais aussi pour tous les travailleurs dont le salaire est indexé sur le SMIC) et du salaire différé (minima sociaux, chômage, retraites), basée sur une taxation du capital (notamment par « *modulation des*



cotisations chômage des employeurs, pénalisant ceux qui précarisent »), dans le contexte actuel d'apogée des profits capitalistes où l'argent ne manque pas (en particulier d'ailleurs dans les caisses de « ceux qui précarisent »).

Le programme social-libéral consiste donc à surenchérir d'un centime le réajustement naturel du SMIC par rapport à l'augmentation du coût de la vie, sans toucher aux allègements actuels des charges patronales sur les bas salaires et sans revaloriser les minima sociaux de ceux que le PS considère encore comme des « assistés » (la seule revalorisation promise, de 5%,

concerne les personnes handicapées), bref, à ne **rien changer**. En ce sens, Royal est fidèle à la doctrine du maître à penser britannique et socialiste Tony Blair ; « *ne rien promettre qu'on ne puisse réaliser* » (et comme on ne veut rien réaliser, on ne promet rien !).

Le programme antilibéral et populaire porté par Marie-George Buffet consiste au contraire à inverser la tendance en pénalisant les patrons qui précarisent, en augmentant l'impôt des grandes fortunes, pour revaloriser immédiatement les salaires et combattre la misère, bref, pour **répondre directement à l'urgence sociale**.

## Les 10 COMMANDEMENTS du Parti Socialiste à L'ÉLECTEUR de gauche

- 1 - *À l'ordre mondial américain, à l'Europe de Bruxelles, tu te soumettras!*
- 2 - *Tes acquis sociaux, tu y renonceras! La lutte de classe, tu l'abandonneras. Au capitalisme, tu te résignerás!*
- 3 - *Pour la guerre et le surarmement, plus d'impôts tu paieras!*
- 4 - *Moins tu consommeras, meilleure conscience tu auras!*
- 5 - *Moins tu te soigneras, mieux tu vivras!*
- 6 - *Le seul moyen pour réussir: aux chevaux, loto, bingo, banco tu joueras!*
- 7 - *Chaque soir, sur toutes tes chaînes, à la propagande Elyseenne et européenne tu te plieras! À la connerie américaine, ta famille s'habitue!*
- 8 - *Pour tes gosses, de formations bidon, de stages parking, tu te contenteras!*
- 9 - *Même diplôme(e), ta fille ou ton fils, TUC, C.E.L., L.I.V.P., Rmiste, deviendra! Puis avec l'âge, comme toi, aux licenciements et au chômage s'accoutumera!*
- 10 - *En dépit de tout cela, au second tour de chaque élection, par discipline républicaine, pour le Parti Socialiste, tu te désisteras!*



Ce texte prémonitoire, rédigé par un camarade voici près de 20 ans et dénonçant le K.O. social sciemment planifié par les politiques successives des gouvernements socialistes Mauroy, Fabius et Rocard (1981-1988) sous la présidence de Mitterrand, n'a pas pris une ride. **Une nouvelle donne toutefois, pour ces Présidentielles 2007: voilà que le PS invite maintenant les électeurs de gauche à se désister pour lui, dès le 1<sup>er</sup> Tour.** Et ce pour conjurer la réédition d'un « naufrage Jospin ». Dénonçons ce débauchage électoral inqualifiable qui voudrait bâillonner la liberté d'expression plurielle! Mettons en garde nos proches, ami(e)s, voisin(e)s et collègues de travail devant ce piège antidémocratique! Les dirigeants du PS, en plein désarroi face aux mauvais sondages et à la lente et progressive dégringolade de leur candidature ne cessent de lancer des appels au vote utile. Ce chantage, ils l'accentueront jusqu'au 21 avril 2007 à minuit!

**Pour ne plus revivre les mêmes politiques anti-sociales du passé, pour ne pas servir de Samu au social-libéralisme, pour une autre politique à gauche qui change enfin nos vies :**

**LE VRAI VOTE UTILE, populaire et anti-libéral,  
c'est Marie-George BUFFET !**

## Les propositions antilibérales de Marie George Buffet sur le logement vont dans le bon sens

En régime capitaliste, le logement fonctionne comme une marchandise. C'est pour cela que coexistent dans nos sociétés des logements vacants et des sans-abri. C'est aussi pour cette raison que la part du logement dans le budget des familles populaires va grandissant. La loi du profit fonctionne aujourd'hui sur le marché du logement, éliminant du droit au logement décent tous les travailleurs jugés « non solvables ». Bien sûr, cette loi ne fonctionne pas dans sa logique « pure », du fait des

conquêtes sociales antérieures. Des aides au logement existent, les droits du locataire sont formalisés dans des

textes de loi, le droit au logement est constitutionnel, etc. Mais ces aspects ne peuvent soigner que quelques conséquences et non en supprimer les causes. Pour



supprimer les causes, il faut supprimer le caractère de marchandise du logement c'est à dire le transformer en bien national. Le programme de Marie-George Buffet pose des revendications justes en matière de droit au logement :

- Interdiction des expulsions de logement, des coupures d'eau et d'électricité pour cause d'impayés,
  - Plan d'urgence de réquisition immédiate des logements vacants,
  - Mise en place d'une sécurité sociale du logement avec une garantie du risque locatif,
  - Construction de 120 000 logements sociaux par an sur toute la législature,
- A ces mesures touchant à l'urgence s'en ajoutent deux qui vont dans le sens d'une remise en cause du caractère de marchandise du logement :

## ***La question de l'immigration dans le programme de Marie-George Buffet : des propositions en phase avec les revendications du mouvement social***

« **Dès la mise en place du nouveau gouvernement, je proposerai que soit accordé le droit de vote et d'éligibilité aux résidents étrangers à toutes les élections** ». Ainsi commence la proposition 11 du programme anti-libéral de Marie-George Buffet.

C'est la première fois dans l'histoire des élections en France qu'un candidat à l'élection présidentielle se positionne d'une manière aussi précise sur cette question. En effet, les propositions les plus « progressistes » que l'on a pu avoir par le passé se limitaient au droit de vote aux élections locales d'une part et excluaient de fait le droit d'éligibilité. Y compris le PCF, en 2002, s'en tenait au droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections locales.

En généralisant ce droit à toutes les élections et en proposant d'octroyer le droit d'éligibilité - selon elle, « **le droit de vote ne peut pas être séparé du droit à l'éligibilité** » - c'est une conception tout à fait révolutionnaire de la notion de citoyenneté qui nous est proposée. Est-ce la première fois dans l'Histoire de France ? Non, cette définition de la citoyenneté était inscrite dans la constitution de 1793, qui dans son article 4 stipulait :

« - **Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ;**

- **Tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ;**

- **Tout étranger enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français.** »

C'est donc une conception - la « citoyenneté de résidence » - qui ne conditionne pas la citoyenneté à la nationalité, une conception qui, comme le dit fort justement le PCF, « **revalorise dans son principe et dans la pratique la souveraineté populaire** ». Les arguments s'opposant à ce type de conception sont souvent marqués par le nationalisme chauvin et traversent tous les courants politiques sans exclusive (de la gauche à l'extrême droite). La proposition, faite par le sinistre Sarkozy, de création d'un Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale en est un bon exemple.

Evidemment, il est toujours possible de critiquer les critères de durée de résidence proposés par la candidate : 3 ans pour les élections locales, 10 ans pour

- Le plafonnement du loyer à 20 % du revenu du foyer,
- La création d'un service public national et décentralisé du logement

Ces deux mesures ne suffiront pas à briser la logique capitaliste en matière de logement mais **elles vont dans le bon sens**. La formulation concernant le service public du logement reste floue. Elle n'indique pas ce que sera ce service public et ne précise pas sa structure juridique. Nous proposons une formulation plus précise:

**LA NATIONALISATION DE TOUS LES OFFICES PUBLICS D'HLM !**

Seule une telle nationalisation donnera à l'Etat les moyens réels pour mettre en place un réel service public du logement.

les élections nationales. Il n'en demeure pas moins que sur cette question, une véritable rupture s'opère. Sur un autre registre qui concerne



l'approche sur les autres questions de l'immigration, les propositions de Marie-George Buffet sont également en phase avec les principales revendications portées par les mouvements sociaux. Cette approche s'appuie sur le constat que « *Pour une bonne part, elles (les migrations, ndlr) résultent de la misère, conséquence des politiques colonialistes d'hier, et d'un ordre économique mondial injuste qui déstructure les sociétés et étouffe leurs possibilités de développement* »

- Suppression immédiate de la loi CESEDA sur l'immigration « *jetable* » qualifiée de « *politique néocoloniale* » et mise en place d'une législation en adéquation avec un certain nombre de valeurs progressistes.

- Suppression de la double peine, pratique scandaleuse qui consiste à expulser des résidents ayant purgé une peine de prison, et ayant donc payé leur tribut à la société.

- Suppression des « centres de rétention », ces véritables zones de non-droit où sont parquées les étrangers.

- Régularisation de tous les sans-papiers avec un titre de séjour de 10 ans: cette revendication forte des mouvements des sans-papiers est aussi un élément important du programme car cette proposition se distingue du fameux *cas par cas* prôné par la candidate social-libérale Ségolène Royal. De plus, la proposition d'une carte de 10 ans permet de stabiliser ces populations. Cette stabilité de l'immigration est une des lignes de force des revendications pour que s'arrête l'instabilité structurelle dans laquelle la législation met ces populations, instabilité qui permet bien évidemment de renforcer leur exploitation et leur précarisation.

Cette proposition est donc un deuxième point de rupture avec les autres programmes.

## Sommet France – Afrique à Cannes : L'impérialisme français s'encanaille avec ses valets africains et fait appel à ses alliés allemand et japonais !

Au moment même où Chirac réunissait 48 de ses pro-consuls africains à Cannes, les mirages français bombardaient les colonnes des « rebelles » centrafricains et tchadiens causant plusieurs centaines de morts. La Françafrique ne lésine sur aucun moyen meurtrier pour protéger ses pro-consuls africains. La troupe « bleu-blanc-rouge » est aussi présente en Côte d'Ivoire où là non plus elle n'hésite pas, non seulement à tuer, mais cherche à déstabiliser le président légitime du pays Gbagbo et couvre manifestement les pratiques maffieuses de multinationales qui déversent frauduleusement des déchets toxiques qui ont déjà causé plusieurs dizaines de morts.

Au Tchad, il s'agit de « sécuriser » le pillage du pétrole bradé aux multinationales par Idriss Déby et il en est de même pour les matières premières en Centrafrique sous la férule de Bozizé. Ces agressions fomentées par l'Elysée sont comme d'habitude commises sous le prétexte de l'existence d'« accords de défense entre la France et la Centrafrique » et à « la demande de la Communauté économique de l'Afrique Centrale (Cemac) d'aider les Forces armées centrafricaines à reprendre le contrôle de la situation ». Un diplomate de la Cemac révèle que « concernant le Tchad, les Français se félicitent du fait que les Etats-Unis, qui avaient paru soutenir certains rebelles tchadiens, se



### L'Afrique : C'est là qu'auront lieu les prochaines guerres du pétrole !

soient ralliés à l'analyse française de soutien critique à Idriss Déby. D'où, sans doute, l'accord de compromis trouvé entre N'Djamena et la Banque mondiale (dirigée par l'Américain Paul Wolfowitz) à propos de l'argent du pétrole ».

Si les USA cherchent là un compromis avec Paris, c'est tout simplement pour faire face au Soudan et à son accord d'exploitation pétrolière avec la Chine.

Très largement impliqué dans les conflits qu'il suscite en partie, l'impérialisme français fait aussi de plus en plus appel à ses alliés européens, allemand en particulier et même japonais.

En effet, le 24ème sommet françafricain a été marqué par la présence d'Angela Merkel la Chancelière de l'impérialisme allemand et M. Yoshiro Mori, ancien Premier ministre, président de la Commission Afrique de la Diète japonaise.

A contrario, les Présidents Gbagbo de la Côte d'Ivoire, Mugabe du Zimbabwe, Kagame du Rwanda étaient les « grands absents ».

Le front militant anti-libéral à construire dans le prolongement de la victoire du NON doit absolument prendre toute la mesure de sa responsabilité internationaliste dans la mobilisation nécessaire et possible contre notre propre impérialisme en Afrique. C'est comme cela que nous mettrons en pratique le principe incontournable de la solidarité internationale entre notre classe ouvrière, notre peuple et les classes ouvrières, les peuples d'Afrique sur la base du principe « prolétaires de tous pays, peuples opprimés, unissez-vous ! ».



L'axe du Bien contre le « péril jaune »

# 13 janvier : Franc succès pour une rencontre internationaliste sans précédent !

Samedi 13 janvier, près de 250 ami(e)s et sympathisant(e)s des peuples d'Amérique Latine s'étaient donné rendez-vous à la Maison de l'Education permanente de Lille pour une après-midi de débats autour de tout ce qui bouge dans le sous-continent.

Les initiateurs, la Coordination Communiste 59/62 et le Pôle de Renaissance Communiste en France 59 avaient invité pour l'occasion Vanessa Stojilkovic, Michel Collon\* et des représentants diplomatiques des Ambassades de Cuba, du Venezuela et de Bolivie.

La projection du DVD « **Bruxelles-Caracas, Les Vénézuéliens nous répondent** »\* réalisé par Vanessa fut une excellente entrée en matière. La camarade réalisatrice est allée sur place pour enfin donner la parole aux Vénézuéliens, vu que nos médias n'expliquent rien des réformes sociales de Chavez. Et au travers d'interviews dans les quartiers populaires, il fut aisé de vérifier comment là-bas, loin de chez nous, des changements politiques et des décisions économiques sont en train de bouleverser la vie quotidienne. Même si la tâche à accomplir est difficile, les témoignages

la vague néo-libérale qui balaie le monde.

Justement, un débat fructueux et très ouvert s'en suivit.

Le camarade Vénézuélien nous exposa sans fard la situation dans son pays, et la lutte exaltante, difficile et dangereuse menée par les révolutionnaires, et ce avec l'aide généreuse et désintéressée des Cubains. Le camarade Bolivien, faisant de même, nous parla des dernières décisions d'Evo Morales.

Le camarade Cubain, après nous avoir donné de bonnes nouvelles de la santé de Fidel, analysa sans langue de bois, avec des mots simples et une rare maîtrise de la dialectique, le souffle puissant qui emporte son continent, l'originalité de cet élan, de cette intelligence populaire qui nous font tant défaut ici.

Chacun des intervenants, des participants n'est pas prêt d'oublier ce chaleureux moment de solidarité internationaliste. Nous remercions encore pour leur présence et leur aide, les amis de France-Cuba National, ceux de France-Cuba 62, du Cercle Bolivarien de Paris, de l'Arlac-Bruxelles et pour la table de littérature, le Cercle Henri Barbusse de culture ouvrière et populaire.

traduisaient bien ce plaisir, ce bonheur, cet espoir retrouvé de tout un peuple. Ce pays du Tiers-monde qui reconquiert ses richesses et sa dignité au niveau international, l'argent du pétrole qui sert les programmes sociaux et non les multinationales, quel meilleur exemple pour le prolétariat international ! Pas besoin de longs discours théoriques: pour les anciens pauvres des bidonvilles ayant désormais accès à l'emploi, la santé, l'éducation,... l'ordre nouveau « c'est la démocratie », pour les friqués des quartiers riches de Caracas, « le changement, c'est la dictature! »

Le Venezuela, comme Cuba l'île rebelle et la Bolivie de Morales, voilà trois pays phares, menacés par l'Oncle Sam, parce qu'ils réussissent à résister à l'impérialisme yankee, à

\* Pour vous procurer le DVD **Bruxelles-Caracas** et le livre préfacé par Michel COLLON « **Code CHAVEZ - CIA contre Venezuela** » d'Eva GOLINGER, s'adresser au journal.



12 mars 2007 - Bonjour de Caracas !

« ...J'allais oublier : Je serai rentrée [en France] à temps pour aller voter pour Marie George Buffet.

J'y aurai bien du mérite vu la difficulté du PCF à s'intégrer à ce qui bouge dans le vaste monde, mais je maintiens ma position. Non seulement, c'est la moins pire, mais cette candidature préserve une porte entrouverte.

Mais il faudra réellement que les choses changent pour que nous redevenions ce dont on me parle ici. La France de la lutte contre le CPE. Celle où le monde ouvrier, employé peut se rassembler autour de l'éducation, la jeunesse, comme nulle part ailleurs.

Si vous saviez avec quelles difficultés ce pauvre peuple vénézuélien s'est lancé dans la bataille, le courage héroïque qu'il faut à un Chavez, vous seriez comme moi émus jusqu'aux larmes... Après l'héroïsme cubain, celui de tous ces damnés de la terre nous fait honte, nous pour qui l'effort serait tellement plus aisé... Nous ne pouvons les laisser seuls, il faut les aider et la meilleure aide est de les débarrasser des sangsues de notre propre monde, en nous en débarrassant nous-mêmes. Hier, à la télé vénézuélienne, un commentateur citait Danton: « Pour la patrie, de l'audace, encore de l'audace, toujours plus d'audace! »...

Ma chère France, quand retrouveras-tu cet air de liberté qui aux peuples donnait le vertige? Quelles petites choses que les Sarkozy, Bayrou, Ségolène, etc... Peut-être fallait-il aller jusqu'à ce fond-là pour reprendre pied. »



DANIELLE (source : Site Bellaciao)

## POURQUOI LES MEDIAS FRANCAIS BOYCOTTENT MON LIVRE SUR CASTRO

Interview d'Ignacio Ramonet, auteur de « Fidel Castro – Biographie à deux voix »

Ignacio Ramonet est le directeur du mensuel français de référence Le Monde Diplomatique, mais aussi l'une des personnalités les plus prestigieuses parmi les intellectuels progressistes à travers le monde. Voici un an qu'est sortie en Espagne la première édition de son livre « Fidel Castro, Biographie à deux voix » où il s'entretient longuement et sans réserves avec le dirigeant principal de la révolution cubaine. Le livre se vend massivement à Cuba et des traductions sont en préparation dans différents pays. Cette interview a été réalisée à peine trois semaines après la publication du livre en France.

**Ignacio Ramonet, je renouvelle la question que l'on vous a peut-être déjà posée souvent : Quels objectifs vous ont incité à réaliser ces longs entretiens avec Fidel Castro, entretiens qui ont pris la forme d'un livre l'an dernier ?**

L'objectif principal de ces conversations avec Fidel Castro était de lui donner la parole. En effet, bien qu'il soit question de lui de façon très régulière dans les médias mondiaux, c'est presque toujours pour l'attaquer, sans que jamais ne lui soit donnée la possibilité de présenter ses arguments, sa propre version des choses. Fidel Castro est l'un des rares hommes à connaître la gloire d'entrer de son vivant dans l'histoire et la légende universelle. C'est le dernier « monstre sacré » de la

« Ce livre est une semence qui va germer ! »  
IGNACIO RAMONET



politique internationale. On peut penser de lui ce que l'on veut mais objectivement, il est l'un de ces personnages qui se sont lancés dans l'action politique en quête d'un idéal de justice, dans l'espoir de réaliser des changements dans un monde où règnent l'injustice et la discrimination.

Sous son impulsion, les habitants de cette petite île ont résisté à toutes les agressions et pressions des Etats-Unis depuis le début de la révolution. Avec son guide, ce

peuple a développé la politique d'une grande puissance mondiale, tout en étant un exemple pour son niveau éducatif, culturel, sanitaire, ainsi qu'en ce qui concerne la solidarité internationale. Dans ce domaine, curieusement, elle dépasse des nations comme la France et les Etats-Unis.

Fidel Castro est dans l'histoire et entrera dans l'histoire. J'ai déjà dit que c'est le latino-américain le plus universel depuis Simon Bolivar.

De sorte qu'il m'est apparu qu'un livre qui serait une synthèse de son œuvre, de sa pensée, de sa vie faisait défaut, car personne n'y avait songé, ni lui, ni les Cubains. Pour moi, cela représentait un objectif politique et journalistique.

***Il m'a semblé que les médias qui mentionnent le livre le font de façon méprisante. Tandis que d'autres l'ignorent complètement, comme c'est le cas en France. Pourquoi ?***

Bien que la majorité des journalistes traitent Fidel Castro avec dureté et déforment ses propos régulièrement, tous rêvent de l'interviewer. Pouvoir seulement lui serrer la main les remplirait d'aise. Evidemment, ils ne vont pas le reconnaître publiquement. Mais nombre de mes collègues de par le monde qui sont des « vedettes » sont persuadés qu'ils sont en « droit » d'interviewer Fidel Castro, ils attendent cela depuis des années et ont le sentiment que je leur ai volé leur place. Et bien sûr, ils tentent de discréditer ce travail en disant qu'il n'est pas objectif car Ignacio Ramonet est ami avec Fidel Castro.

La plupart des grands médias ont été très habiles, car la meilleure façon d'attaquer un livre est de ne pas l'attaquer. En l'attaquant, ils alerteraient quelques lecteurs. Je savais que j'allais être boycotté, en particulier en France. Et cette intuition s'est précisée quand Fidel a fait sa réapparition fin janvier, en bien meilleure forme, alors qu'ils attendaient tous sa mort. Ils ont été tellement désappointés qu'ils ont reporté tout leur dépit sur le livre.

Mais il ne faut pas oublier non plus qu'au Monde Diplomatique, nous avons toujours critiqué durement les médias et leurs relations avec le pouvoir économique, étatique et politique.

J'ai publié plusieurs livres sur ce sujet. Par conséquent, ils ne peuvent pas voir en moi un ami. Ils ont donc trouvé l'occasion de prendre leur revanche en dénigrant ce livre. Cela démontre le peu de professionnalisme présent dans le journalisme.

S'ils sont vraiment scrupuleux et honnêtes, les détracteurs de Fidel Castro pourront vérifier que lui, il n'a pas menti dans ses réponses, qu'il expose des arguments sérieux et importants à prendre en compte. Et je crois que c'est cela que de nombreux grands médias ne supportent pas : à savoir que dans le livre on ait abordé en toute franchise précisément les sujets sur lesquels Fidel Castro et la Révolution cubaine sont mis en accusation. On pensait que je me montrerais complaisant dans ce travail.

Or, pour réaliser ce travail de façon professionnelle, j'ai pris de la distance avec mon sujet. Jamais je n'aurais pu avoir recours à la pratique malhonnête très courante dans de nombreux médias au monde, qui consiste à manipuler et à déformer les propos de l'interviewé lorsque ceux-ci ne leur conviennent pas politiquement. On le poignarde dans le dos sous prétexte que le

journaliste est libre de décider de ce qu'il publie, et c'est sur cela qu'ils fondent la liberté d'expression. De façon parfaitement malhonnête, des déclarations importantes sont donc escamotées ou sorties de leur contexte.

***Mais ces médias et ces intellectuels qui cherchent à attaquer ou à ignorer l'œuvre pour sa soi-disant « partialité », sont liés aux sphères du pouvoir politique et économique.***

De nos jours, il y a en France peu d'intellectuels sérieux et respectables. Les intellectuels les plus renommés, les plus médiatiques ont rejoint à 80% le candidat à la présidence Nicolas Sarkozy, qui représente la droite la plus dure, la plus néo libérale, la plus pro-étasunienne et pro-israélienne. Cela en dit long sur ces intellectuels. Nous devons aussi considérer que les grands médias français, dont la propagande a propulsé au rang d' « intellectuels » de nombreux pro-Sarkozy, appartiennent à de puissants groupes économiques, y compris à des secteurs de l'industrie de l'armement. Il est logique que ces médias ne se répandent pas en propos élogieux sur les projets politiques développés à Cuba, au Venezuela, en Bolivie, etc... Ils prônent la mondialisation, celle qui signifie la priorité du marché sur l'Etat.

Sur bon nombre de sujets politiques importants pour les citoyens, voici des années qu'a été érigée en norme ce que j'appelle « la censure du consensus ». C'est à dire qu'une fois qu'un consensus est établi, il fonctionne comme une censure. Actuellement, l'idée véhiculée est qu'il n'y a rien de bon à Cuba, ni au Venezuela, ni chez Fidel, ni chez Chavez,. Si tu vas à l'encontre de cela, si tu rames à contre-courant, tu sembles être quelqu'un d'étrange, on t'accuse de tout. D'être acheté, vendu, d'être un espion. Et par conséquent, personne ne t'accepte.

L'effort nécessaire au rétablissement de la vérité est si énorme qu'il vaut mieux laisser tomber. Le mieux, le plus commode, c'est de se complaire dans la répétition plutôt que de se lancer dans une démonstration. On voit se répandre aujourd'hui cet esprit goebbelsien (du nom du chef de la propagande nazie, Joseph Goebbels) qui consiste à accepter l'idée que la répétition a valeur de démonstration. Cela ne vaut pas la peine de vérifier la version unique et unilatérale des faits, que certains présentent comme le résultat de « révélations », de « recherches ». Tout cela, c'est la grande misère du journalisme. Et c'est d'autant plus misérable que les mêmes versions de la grande presse et de la droite étasunienne sont répétées depuis des lustres.

***Ignacio Ramonet, cet ouvrage, qui est comme un enfant que vous avez en commun Fidel Castro et vous, quel chemin peut-il prendre dans ce monde hostile et agressif, que souhaitez-vous pour lui ?***

Je suis convaincu qu'il aura des prolongements. De quelle manière? Demain ou un jour prochain, dans un endroit d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, un jeune le lira et ce livre lui donnera des idées, une inspiration pour construire sa vie au service des siens. Ce livre est une semence. Je suis convaincu que l'honnêteté de Fidel Castro tout au long de ces pages et sa pensée imprégnée d'une série de positions éthiques et de projets politiques vont germer là où on s'y attend le moins.

L'objectif de ce livre, ce ne sont pas les médias. Ce sont les esprits de nombreux jeunes mécontents de l'injustice, de l'inégalité et des abus qu'ils subissent en France, aux Etats-Unis, au Mexique, presque dans le monde entier. Ils vont y trouver un projet de transformation de la société car il est bourré de convictions. C'est là tout mon espoir. S'il a un avenir, c'est celui-ci. Ce qui est indispensable, c'est d'avoir des

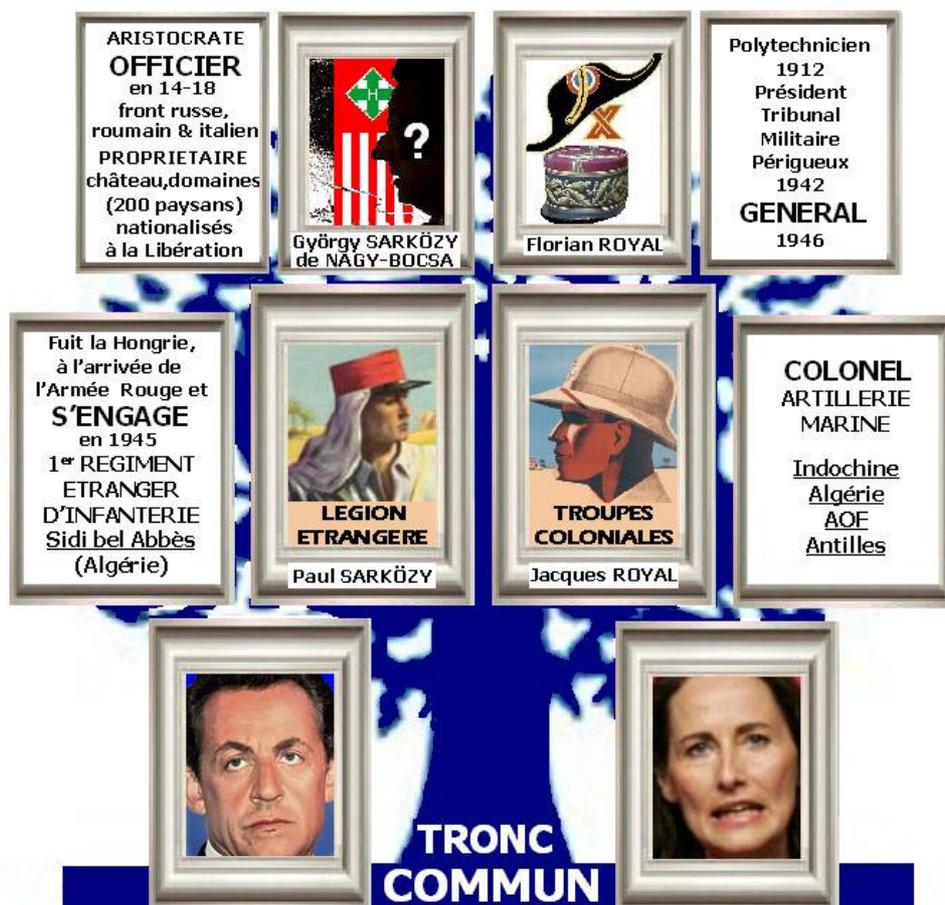
convictions qui aillent dans le sens d'une transformation du monde dans l'intérêt de tous ceux qui sont humiliés, marginalisés et opprimés. Car il y a dans ce livre une force qui s'impose grâce aux convictions de Fidel Castro.

**Hernando Calvo Ospina, écrivain et journaliste**  
**Paris le 22 février 2007**

*Traduit de l'espagnol par Simone Bosveuil*

**Pour vous procurer le livre d'Ignacio Ramonet « Fidel Castro, biographie à deux voix », s'adresser au journal**

## **Deux familles d'aristos, un TRONC COMMUN, où ça fleure bon la noblesse, le patrimoine foncier, le patronat, la carrière militaire, la guerre coloniale, l'extrême droite et l'anticommunisme...**



En 1944, toute la famille Nagy-Bocsa y Sarközy (titre de noblesse<sup>1</sup> gagné en 1628 sous les Habsbourg) se réfugie en Autriche pour fuir l'avancée imminente des troupes soviétiques. Le pater Sarközy lui, s'enfuit en Allemagne, dont il parle la langue, et s'engage pour cinq ans au centre de recrutement de la Légion étrangère<sup>2</sup> de Baden-Baden. Il fera ses classes à Sidi-bel-Abbès. Mais, déclaré inapte au départ en Indochine, il sera démobilisé à Marseille en 1948.

Hier comme aujourd'hui, la Légion ne s'interroge pas par principe sur ceux qu'elle recrute, ce qui en fait un endroit parfait pour faire oublier son passé! Les électeurs de

2007 aimeraient enfin connaître la vérité sur les activités du père et du grand-père du candidat **Sarko**. Ont-ils fricoté avec le parti fasciste des Croix Fléchées de Ferenc Szalasi, le Pétain hongrois?... Ont-ils été des collabos?... La question mérite d'être posée, puisque leur biographie officielle semble occulter cette période trouble.

**Sarko** a beau dire qu'il n'est qu'un fils d'immigré de la première génération, sociologiquement, son Neuilly d'adoption tout comme le bon goût de ses relations le positionnent plutôt dans la « France d'en haut », celle du CAC 40 : celle des Bernard Arnault (le milliardaire qui fut son témoin de mariage), Martin Bouygues (le parrain de son fils), Frank Riboud ou autres Jean-Claude Decaux (des PDG avec qui il se détend en vélo)...

<sup>1</sup> Ses armoiries représentent un loup brandissant un sabre.

<sup>2</sup> Selon Wikipédia « Après 1945, de nombreux anciens soldats de la Wehrmacht rejoignent la Légion, augmentant de façon très importante sa combativité et son efficacité » !!!

**Son frère Guillaume**, avant de devenir vice-président du MEDEF fut chargé de Mission au ministère de l'Intérieur sous Giscard d'Estaing.

**Ségo**, quant à elle, est le pur produit d'une branche quasi-militariste. Fille et petite fille d'officiers supérieurs et de polytechnicien<sup>3</sup>, élève de l'enseignement privé tout au long de sa scolarité, énarque se retrouvant à la tête d'un patrimoine lui valant de payer l'ISF... rien à dire, un vrai itinéraire de prolétaire!

**Son grand-père Florian**, marié à une fille de gros propriétaires terriens et jeune lieutenant, fait tout 14-18 et obtient 3 citations. Il présidera le Tribunal Militaire de Périgueux en 1942! Et obtiendra les galons de général à la Libération! **Son frère, Hector Royal**, militaire de carrière lui aussi, fit même la guerre contre ses frères à la bataille de Verdun.

**Jacques, son père** est de cette génération de militaires coloniaux qui n'a connu que des défaites. L'Indochine d'abord, où après le « naufrage » de Dien Bien Phu (1954), il devient foncièrement anticommuniste et ébranlé dans ses certitudes sur la « grandeur » de la France. Puis, le « désastre algérien » de 1962 va achever de nourrir son désarroi. Parti combattre dans le Sahara sud, laissant épouse et enfants, il revient anti-gaulliste absolu. En 1965, il vote pour le candidat de l'Algérie française, Tixier-Vignancourt, puis sans discontinuer pour Le Pen .

**André Dehaye, sa mère** est issue d'une famille de rentiers . Elle possède du bien foncier et immobilier, dont son mari assure la gestion. Une branche de son côté remonte jusqu'à une famille de nobles belges (Henry de Hey). La parenté généalogique conduit même sur des personnages militaires lorrains célèbres: le général napoléonien Drouot et le maréchal royaliste légitimiste Lyautey, qui deviendra Ministre de la Guerre dans le gouvernement Briand (1916-1917). Dit « l'Africain », il sera le « pacificateur, civilisateur et bienfaiteur » de l'empire, le commissaire général de l'Exposition Coloniale de 1931 consacrée à « l'œuvre française d'outre-mer ».

**Pierre Royal**, l'oncle de Ségolène, terminera sa carrière militaire avec le grade de général de brigade.

Le lieutenant-colonel Jacques Royal oblige ses fils, dès l'adolescence à être des enfants de troupe. Ils y sont presque tous passés. Jugulaire, jugulaire! La morale familiale est rigide, fondée sur l'honneur et les commandements religieux. Le sabre et le goupillon en guise d'éducation!

**Gérard Royal, l'un des frères de Ségo**, s'engagera dans l'armée et deviendra lieutenant de la DGSE. Il a été impliqué dans l'affaire du *Rainbow Warrior* (l'homme au bonnet rouge): c'est lui qui transportera les 2 plongeurs de la deuxième équipe à l'origine du sabotage du bateau de Greenpeace en 1985, en Nouvelle Zélande. Sa sœur est alors conseillère à l'Elysée...

**Un autre frère, Antoine**, ancien chef d'entreprise, militera activement au RPR!

**Anne-Christine Royal**, cousine germaine de Ségo sera candidate Front National aux élections cantonales de Bordeaux en 1999 et fait partie du comité de soutien à Le Pen! **Une autre de ses cousines, Hélène Royal** épousera le directeur du mensuel légitimiste *La Lorraine Royaliste*. **Sa belle-sœur, Véronique Royal-Jallas** présidera le Comité de soutien à la liste villiériste aux élections européennes en Haute-Loire, en 1994.

Dans leur propagande électorale, Sarko et Ségo aiment à faire référence au mérite. Lui répète à satiété qu'il n'est parti de rien. Mensonge! Elle aime à se faire passer pour une cosette menée à la trique par d'impitoyables bourreaux qui confondirent leurs enfants avec leurs soldats. Mais ce qu'elle oublie de dire, c'est qu'au gré des mutations du père (d'où sa naissance en 1953 à Dakar, Afrique Occidentale Française) elle a bien su goûter aux charmes de la vie d'expatriés avec boys et maisons confortables.

Le mot de la fin, laissons-le à l'abbé Chabrier, 91 ans, curé de Chamagne, résidence lorraine des Royal: « **Quand j'ai entendu Ségolène parler de confier les jeunes indociles à un encadrement militaire, je me suis dit : tu retrouves ta famille, t'es bien une Royal!** »

Ségo doit avoir dans sa bibliothèque de famille un vieux livre un peu jauni ; « **Le rôle social de l'officier** » 1891, du **Maréchal Lyautey**, son maître à penser pour ses désirs d'avenir. Ca, c'est le changement dans la continuité, par l'uniforme !

## QUI SOMMES-NOUS ?

**Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anti-colonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste. Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste ré-volutionnaire.**

*Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :*

<http://coordin.communiste.free.fr>

**Coordination Communiste 59-62**

*pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire*



[coordcommuniste@numericable.fr](mailto:coordcommuniste@numericable.fr)  
BP51, 59007 Lille CEDEX

(IPNS)

<sup>3</sup> « Un polytechnicien n'est ni de droite, ni de gauche, il est dans l'axe! » disait Auguste Comte.

